

**III. Netto resultaat van de waterverkoop.**

Het netto resultaat van het boekjaar is het verschil tussen de waterverkoop (rubriek I) en de totale reële kostprijs voor de verbruikers (rubriek II).

**IV. Netto resultaat van de aan derden gefactureerde werken.**

Het gaat om de kosten van de (technische) operationele diensten voor rekening van derden.

Overeenstemmende inkomsten staan vermeld tegenover die lasten in de vorm van een facturering aan derden (bv. voor aansluitingskosten).

**V. Netto resultaat van de "Distributieactiviteit".**

Het netto resultaat van de "Distributieactiviteit" bestaat uit de som van het nettoresultaat van de waterverkoop (rubriek III) en van het nettoresultaat van de aan derden gefactureerde netto werken (rubriek IV).

**VI. Aanvullende informatie.**

De kost van de voor eigen rekening uitgevoerde werken (de zogenaamde "vaste productie") staat vermeld bij wijze van aanvullende informatie. De vaste productie bevat het geheel van de door de diensten van de verdeler uitgevoerde werken.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 2046

[2005/202104]

**20 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004  
relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, et du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2254/2004 de la Commission du 27 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2223/2004 du Conseil du 22 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la décision n° C(2000)2725 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006;

Vu la décision n° C(2004)2930 de la Commission du 22 juillet 2004 approuvant les modifications apportées au document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne (Belgique) couvrant la période de programmation 2000-2006 et modifiant la décision de la Commission C(2000)2725 portant approbation de ce document de programmation;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juillet 2005;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2005;

Vu l'urgence;

Considérant que, suite à la mise en place de nouvelles mesures en matière de programme agri-environnemental applicables à partir de l'année 2005, les producteurs peuvent transformer certains de leurs engagements agri-environnementaux pris en vertu des anciennes mesures en faveur de nouveaux engagements selon les nouvelles conditions et modalités;

Considérant que les demandes de transformation des engagements peuvent être introduites dès l'année 2005 et que, pour l'année 2005, ces demandes de transformations doivent être adressées à l'administration pour le 31 mars 2005 au plus tard;

Considérant que, à défaut de changement de l'arrêté, les producteurs concernés perdraient le bénéfice des aides relatives aux mois prestés de l'année d'engagement en cours et qui précèdent la période débutant pour le nouvel engagement;

Considérant que pour cette raison, la modification apportée à l'arrêté doit prendre effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005;

Considérant qu'avec l'expérience acquise pendant la première campagne d'application du nouvel arrêté, la procédure d'avis conforme présente un grand intérêt mais peut donner lieu à une importante simplification administrative;

Considérant qu'il convient également de rectifier ou de préciser certains détails au niveau des méthodes ou des sous-méthodes prévues, pour lesquelles les producteurs peuvent introduire actuellement des demandes d'engagement;

Considérant que des pénalités sont prévues par la réglementation européenne en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 3. § 1<sup>er</sup>. Le producteur peut solliciter un avis conforme qui porte sur la pertinence de l'application d'une ou de plusieurs méthodes ou sous-méthodes par rapport à la situation environnementale de la parcelle concernée et/ou de l'exploitation.

Cet avis est rendu par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) sur la base de critères objectifs définis par celle-ci; ces critères correspondent à une justification environnementale reconnue.

Cet avis est préalable à la demande initiale de subvention et vaut pour toute la durée de l'engagement.

§ 2. Pour les méthodes 1 à 5 visées à l'article 2, l'avis conforme visé au § 1<sup>er</sup> majore les subventions correspondantes de 20 %.

§ 3. Les méthodes 8 à 10 visées à l'article 2 ne peuvent être appliquées que moyennant l'avis conforme visé au § 1<sup>er</sup>"

**Art. 2.** A l'article 4, le point 4<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est remplacé par la disposition suivante :

" 4<sup>o</sup> Il doit introduire, par envoi recommandé, auprès du service extérieur compétent, une demande initiale de subventions agri-environnementales au moyen du formulaire établi par l'administration. Le producteur doit y indiquer clairement toutes les parcelles agricoles sur lesquelles une méthode agri-environnementale est pratiquée, en mentionnant la numérotation des parcelles telle qu'elle apparaît sur la déclaration de superficie qu'il introduit la même année. Il ne peut introduire qu'une seule demande initiale de subventions agri-environnementales par an.

Sans préjudice des justificatifs à apporter prévus à l'annexe 1<sup>er</sup>, la demande initiale dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans servant à la déclaration annuelle de superficie du demandeur pour l'année concernée et sur lesquels sont localisées avec précisions :

- pour les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> et sous 7<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup>, les parcelles concernées par la demande de subvention;
- pour la méthode 1 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous 1<sup>o</sup>, les éléments du paysage et de la biodiversité concernés.

Le cas échéant, la demande initiale doit être accompagnée de l'avis conforme dont question à l'article 3."

**Art. 3.** A l'article 14, § 2, point 2<sup>o</sup>, h), du même arrêté, le 5<sup>e</sup> tiret est remplacé par la disposition suivante :

"— la tranche annuelle de subvention relative à l'année au cours de laquelle l'engagement considéré a été interrompu est calculée sur la base du nombre de mois échus entre le début de ladite tranche annuelle et la date de la prise de cours du nouvel engagement. "

**Art. 4.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 2.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"1<sup>o</sup> aucune intervention (pâturage, fauche, fertilisation,...) sur la parcelle entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 juin. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril ; "

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"5<sup>o</sup> en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit est autorisée. Dans ce cas, au moins 5 % de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées et la parcelle ne pourra pas être pâturée avant le 1<sup>er</sup> août."

**Art. 5.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 3.

A la sous-méthode 3.a., au 2<sup>e</sup> alinéa, au point 7<sup>o</sup>, a), le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

"— le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 85 % du mélange;"

A la sous-méthode 3.a., au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 11<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"11<sup>o</sup> le seul mode de gestion autorisé est la fauche après le 1<sup>er</sup> juillet, avec exportation du produit de la fauche. Par dérogation, une coupe d'étéage sans récolte peut néanmoins être réalisée dans les douze semaines qui suivent le semis."

A la sous-méthode 3.b., au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 6<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"6<sup>o</sup> en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche après le 1<sup>er</sup> juillet avec exportation du produit de la fauche est autorisée."

**Art. 6.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté est apportée la modification suivante à la méthode 4.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, un point 9<sup>o</sup> rédigé comme suit est ajouté après le point 8<sup>o</sup> :

"9<sup>o</sup> aucun pâturage n'est autorisé."

**Art. 7.** A l'annexe 1 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 7.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 3<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"3<sup>o</sup> les seuls épandages de matières organiques autorisés sur ces prairies sont ceux des effluents produits par les animaux ayant servi à établir la faible charge. Par dérogation, pour les producteurs qui n'épandent aucun engrais minéral sur ces prairies, l'apport d'autres effluents est autorisé pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini à l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture soit inférieur ou égal à 0,6."

Au 4<sup>e</sup> alinéa, un point 4<sup>o</sup> rédigé comme suit est ajouté après le point 3<sup>o</sup> :

"4<sup>o</sup> cervidés de plus de six mois : 0,25 UGB."

**Art. 8.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 8.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"2<sup>o</sup> aucune intervention (pâturage, fauche, fertilisation,...) sur la parcelle pendant une période précisée dans l'avis conforme et s'étendant, sauf cas particuliers, du 1<sup>er</sup> janvier à une date en juillet précisée dans cet avis. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril;"

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 6<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"6<sup>o</sup> en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit de la fauche est autorisée. Dans ce cas, au moins 10 % de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées et la parcelle ne pourra pas être pâturée avant le 15 août;"

**Art. 9.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté sont apportées les modifications suivantes à la méthode 9.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le point 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"5<sup>o</sup> le choix de la localisation, de la largeur, des espèces et des modalités de gestion (fauche, gyrobroyage,...) sont précisés dans l'avis conforme visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale. En cas d'installation, la composition du mélange semé sur la bande de parcelle aménagée doit être transmise à l'administration."

Aux sous-méthodes 9a, 2<sup>e</sup> alinéa, 9c, 1<sup>er</sup> alinéa et 9d, 2<sup>e</sup> alinéa, le point 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

"Dans le cas où l'avis conforme visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, prévoit l'installation et le maintien d'une bande gazonnante ou de sol nu de 1 à 4 mètres de large entretenue mécaniquement entre la bande de parcelle aménagée et la culture principale, cette largeur est comptabilisée dans celle de la bande de parcelle aménagée."

Aux sous-méthodes 9c, 1<sup>er</sup> alinéa, et 9d, 2<sup>e</sup> alinéa, le point 2<sup>o</sup> est supprimé.

**Art. 10.** A l'annexe 3 du même arrêté, le tableau de correspondance des différentes mesures et sous-mesures est remplacé par le tableau suivant :

Intitulé de la méthode ou sous-méthode prévue à l'annexe 1 du présent arrêté	Intitulé de la méthode ou sous-méthode telle que prévue à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999
Méthode 1 : conservation d'éléments du réseau écologique et du paysage. - sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées - sous-méthode 1.b : arbres ou arbustes isolés, arbres fruitiers haute tige et bosquets - sous-méthode 1.c : mares	Méthode 3 : maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige ou mares dans les superficies agricoles
Méthode 2 : prairie naturelle	Méthode 1 : fauches ou pâturages tardifs Méthode 10 : mesures conservatoires en zones humides
Méthode 3 : bordures herbeuses extensives - sous-méthode 3.a : tournières enherbées en bordure de culture	Méthode 2 : sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans
- sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive	- sous-méthode 2.c : bande de prairie extensive
Méthode 4 : couverture hivernale du sol avant culture de printemps	Méthode 8 : couverture de sol pendant l'interculture
Méthode 5 : réduction d'intrants en céréales	Méthode 6 : réduction des intrants en céréales
Méthode 6 : détention d'animaux de races locales menacées - sous-méthode 6.a : détention de chevaux de trait - sous-méthode 6.b : détention de bovins - sous-méthode 6.c : détention d'ovins	Méthode 5 : détention d'animaux de races locales menacées
Méthode 7 : maintien de faibles charges en bétail	Méthode 4 : maintien de faibles charges en bétail
Méthode 8 : prairies de haute valeur biologique	Méthode 1 : fauches ou pâturages tardifs Méthode 2 - sous -méthode 2.c : bande de prairie extensive Méthode 9 : fauches très tardives avec limitation des intrants Méthode 10 : mesures conservatoires en zones humides
Méthode 9 : bandes de parcelles aménagées - sous-méthode 9.a : accueil de la faune et de la flore sauvage, beetle bank	Méthode 2 : - sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans - sous-méthode 2.b : tournière extensive
- sous-méthode 9.b : bords de cours d'eau et lutte contre l'érosion	Méthode 2 : - sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans - sous-méthode 2.b : tournière extensive
- sous-méthode 9.c : bande fleurie	Méthode 2 : - sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans - sous-méthode 2.b : tournière extensive
- sous-méthode 9.d : bande de messicoles	Méthode 2 : - sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans - sous-méthode 2.b : tournière extensive
Méthode 10 : plan d'action agri-environnemental	Toute méthode moyennant avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4)

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il s'applique à toutes les demandes initiales d'engagement introduites à partir de 2006, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2046

[2005/202104]

**20. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004  
über die Beihilfen in der Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlicher Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2254/2004 der Kommission vom 27. Dezember 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2223/2004 des Rates vom 22. Dezember 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C (2000) 2725 der Kommission vom 25. September 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C (2004) 2930 der Kommission vom 22. Juli 2004 zur Genehmigung der Änderungen des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2000-2006 und zur Änderung der Entscheidung Nr. C (2000) 2725 der Kommission zur Genehmigung dieses Dokuments für die Programmplanung;

Aufgrund der am 17. Mai 2004 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Zentralbehörde;

Aufgrund des am 18. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Erzeuger infolge der Einsetzung neuer ab 2005 anwendbarer Maßnahmen im Bereich des agrarökologischen Programms gewisse agrarökologische Verpflichtungen, die aufgrund der alten Maßnahmen eingegangen wurden, in neue Verpflichtungen nach den neuen Bedingungen und Modalitäten umwandeln können;

In der Erwägung, dass die Anträge auf Umwandlung der Verpflichtungen ab 2005 eingereicht werden können und dass für 2005 diese Anträge auf Umwandlung spätestens am 31. März 2005 an die Verwaltung gerichtet werden müssen;

In der Erwägung, dass mangels der Abänderung des Erlasses die betroffenen Erzeuger Gefahr laufen, den Anspruch auf die Beihilfen für die Monate des laufenden Jahres der Verpflichtung, die bereits vergangen sind und die dem für die neue Verpflichtung beginnenden Zeitraum vorangehen, zu verlieren;

In der Erwägung, dass deswegen die dem Erlass angebrachte Abänderung am 1. Januar 2005 wirksam werden muss;

In der Erwägung, dass im Laufe des ersten Zeitraums der Anwendung des neuen Erlasses zwar die Erfahrung gemacht wurde, das Verfahren zur Abgabe eines gleichlautenden Gutachens von großem Interesse ist, es aber zu einer wichtigen administrativen Vereinfachung führen kann;

In der Erwägung, dass es ebenfalls Anlass gibt, gewisse Einzelheiten auf Ebene der vorgesehenen Methoden oder Untermethoden, für die die Erzeuger jetzt die Anträge auf Verpflichtung einreichen können, zu berichtigen oder darzulegen;

In der Erwägung, dass Sanktionen durch die europäische Regelung vorgesehen sind, wenn die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird,

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

„ Artikel 3. § 1 - Der Erzeuger kann ein gleichlautendes Gutachten, das sich auf die Erheblichkeit der Anwendung einer oder mehrerer dieser Methoden oder Untermethoden angesichts der umweltspezifischen Situation der betreffenden Parzelle und/oder des Betriebs bezieht, einholen.

Dieses Gutachten wird durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) auf der Grundlage der von ihr festgelegten objektiven Kriterien abgegeben. Diese Kriterien entsprechen einer anerkannten umweltspezifischen Begründung.

Dieses Gutachten geht dem ursprünglichen Subventionsantrag voran und gilt für die gesamte Dauer der Verpflichtung.

§ 2. Für die in Artikel 2 erwähnten Methoden 1 bis 5 erhöht das in § 1 erwähnte gleichlautende Gutachten die entsprechenden Subventionen um 20%

§ 3. Die in Artikel 2 erwähnten Methoden 8 bis 10 dürfen nur vorbehaltlich des in § 1 erwähnten gleichlautendes Gutachtens angewandt werden. »

**Art. 2** - In Artikel 4 wird der Punkt 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„4° Er muss bei dem zuständigen Außendienst anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars einen ursprünglichen Antrag auf agrarökologische Subventionen per Einschreiben einreichen. Der Erzeuger muss in diesem Antrag deutlich alle landwirtschaftlichen Parzellen angeben, auf denen eine agrarökologische Methode angewandt wird, wobei die Parzellen so zu nummerieren sind, wie dies auf der im gleichen Jahr eingereichten Flächenerklärung geschehen ist. Er darf nur einen einzigen Antrag auf agrarökologische Subventionen pro Jahr einreichen.

Unbeschadet der in Anlage 1 vorgesehenen zu übermittelnden Belege muss dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten ursprünglichen Antrag eine Kopie der Photopläne beigelegt werden, die der Antragsteller für seine jährliche Flächenerklärung des betreffenden Jahres verwendet hat und auf denen folgende Angaben ausführlich vermerkt sind:

- für die in Artikel 2, § 1 unter 1° bis 5° und unter 7° bis 9° erwähnten Methoden und Untermethoden die Parzellen, auf die sich der Subventionsantrag bezieht;
- für die in Artikel 2, § 1 unter 1° erwähnten Methode die betreffenden Bestandteile der Landschaft und der biologischen Vielfalt.

Gegebenenfalls muss dem ursprünglichen Antrag das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten beigefügt werden.»

**Art. 3** - In Artikel 14, § 2, Punkt 2°, *h*) desselben Erlasses wird der 5. Strich durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“— der Jahresteilbetrag der Subvention für das Jahr, in dem die betreffende Verpflichtung unterbrochen wurde, wird auf der Grundlage der Anzahl Monate berechnet, die zwischen dem Anfang des besagten Jahresteiles und dem Datum, an dem die neue Verpflichtung anfängt, abgelaufen sind.”

**Art. 4** - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 2 angebracht. Im zweiten Absatz wird der Punkt 1° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“1° kein Eingriff (Beweidung, Schnitt, Düngung,...) auf der Parzelle zwischen dem 1. Januar und dem 15. Juni. Ein einziger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April geduldet.”

Im zweiten Absatz wird der Punkt 5° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“5° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt. In diesem Fall wird eine Fläche, die mindestens 5% der Fläche der Parzelle entspricht, nicht gemäht und als Fluchstreifen aufrechterhalten. Die Parzelle darf nicht vor dem 1. August beweidet werden.”

**Art. 5** - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 3 angebracht.

In der Untermethode 3.a, zweiten Absatz, Punkt 7°, *a*) wird der erste Strich durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“— Der Prozentsatz (des Gewichts) der Saatgüter liegt zwischen 50 und 95 v.H. der Mischung;”

In der Untermethode 3.a, zweiten Absatz wird der Punkt 11° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“11° die einzige erlaubte Bewirtschaftung ist der Schnitt nach dem 1. Juli mit Entsorgung des Schnittertrags. In Abweichung davon kann ein Mähen ohne Ertrag innerhalb von zwölf Wochen nach der Aussaat vorgenommen werden. »

In der Untermethode 3.b, zweiten Absatz wird der Punkt 6° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“6° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt nach dem 1. Juli mit Entsorgung des Schnittertrags erlaubt.”

**Art. 6** - In der Anlage 1 desselben Erlasses wird folgende Abänderung an der Methode 4 angebracht.

Im zweiten Absatz wird ein Punkt 9° mit folgendem Wortlaut nach dem Punkt 8° angefügt:

“ 9° keine Beweidung ist erlaubt.”

**Art. 7** - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 7 angebracht.

Im zweiten Absatz wird der Punkt 3° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“3° das einzige Ausbringen organischer Stoffe, das auf diesen Wiesenflächen erlaubt ist, ist das Ausbringen der Ausscheidungen der Tiere, die dazu gedient haben, den geringen Tierbesatz zu bestimmen. In Abweichung davon und für die Erzeuger, die keinen Mineraldünger auf diesen Wiesenflächen ausbringen, ist das Ausbringen von anderen Tierdüngern erlaubt, sofern der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, wie er in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft festgelegt wird, höchstens 0,6 entspricht. »

Im 4. Absatz wird nach dem Punkt 3° ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut angefügt:

“ 4° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 UGB ”.

**Art. 8** - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 8 angebracht.

Im zweiten Absatz wird der Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“2° kein Eingriff (Beweidung, Schnitt, Düngung,...) auf der Parzelle im Laufe eines Zeitraums, der im gleichlautenden Gutachten festgelegt ist und sich außer in Sonderfällen vom 1. Januar bis zu einem in diesem Gutachten festgelegten Datum im Juli erstreckt Ein einziger zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April geduldet. »

Im zweiten Absatz wird der Punkt 6° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“6° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt. In diesem Fall wird eine Fläche, die mindestens 10 % der Fläche der Parzelle entspricht, als nicht gemähter Fluchstreifen aufrechterhalten. Die Parzelle darf nicht vor dem 15. August beweidet werden.”

**Art. 9** - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen an der Methode 9 angebracht.

Im zweiten Absatz wird der Punkt 5° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“5° die Wahl des Standorts, der Breite, der Arten und der Bewirtschaftungsmodalitäten (Schnitt, Kreiselbrecher,...) werden in dem in Artikel 3, § 1 erwähnten gleichlautenden Gutachten, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt, angegeben. Beim Anlegen muss die Zusammenstellung des auf den bepflanzten Parzellenstreifen eingesäten Saatgutes der Verwaltung übermittelt werden.”

In den Untermethoden 9a, Absatz 2, 9c, 1. Absatz und 9d, Absatz 2 wird der Punkt 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Wenn das in Artikel 3, § 1 erwähnte gleichlautende Gutachten das Anlegen und die Aufrechterhaltung eines 1 bis 3m breiten rasenbildenden oder unbedeckten Bodenstreifens vorsieht, der mechanisch unterhalten und zwischen dem bepflanzten Parzellenstreifen und der Hauptkultur liegt, wird diese Breite bei der Bestimmung der Breite des bepflanzten Parzellenstreifen mitgerechnet.”.

In den Untermethoden 9c, ersten Absatz und 9d, zweiten Absatz wird der Punkt 2° aufgehoben.

**Art. 10** - In der Anlage 3 desselben Erlasses wird die Übereinstimmungstabelle der verschiedenen Maßnahmen und Untermaßnahmedurch die folgende Tabelle ersetzt :

Überschrift der Methode oder Unter Methode, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses vorgesehen ist	Überschrift der Methode oder Unter Methode, die in der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 vorgesehen ist
Methode 1: Erhaltung von Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft - Unter Methode 1.a: Hecken und Baumhecken - Unter Methode 1.b: alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche - Unter Methode 1.c: Tümpel	Methode 3: Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume oder Teiche in Weiden
Methode 2: Natürliche Weide	Methode 1: Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung Methode 10: Vorsorgemaßnahmen in Feuchtgebieten
Methode 3: Extensiv genutzte Grassäume - Unter Methode 3.a: begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen	Methode 2: Unter Methode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren
Unter Methode 3.b - Extensiv genutzte Wiesenstreifen	Unter Methode 2.c - Extensiv genutzte Wiesenstreifen
Methode 4: Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur	Methode 8: Bedeckung des Bodens vor der Frühjahrskultur
Methode 5: Einschränkung des Getreideeintrags	Methode 6: Einschränkung des Getreideeintrags
Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter Rassen - Unter Methode 6.a: Haltung von Zugpferden - Unter Methode 6.b: Haltung von Rindern - Unter Methode 6.c: Haltung von Schafen	Methode 5: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen
Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes	Methode 4: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes
Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden	Methode 1: Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung Methode 2 - Unter Methode 2: Extensiv genutzte Wiesenstreifen Methode 9: Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge Methode 10: Vorsorgemaßnahmen in Feuchtgebieten
Methode 9: Bepflanzte Parzellenstreifen - Unter Methode 9.a: Aufnahme der wilden Fauna und Flora oder beetle bank	Methode 2: - Unter Methode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren - Unter Methode 2.b.: Extensiv genutzte Wendefläche
Unter Methode 9.b - Ufer und Bekämpfung der Erosion	Methode 2: - Unter Methode 2.a - Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren - Unter Methode 2.b - Extensiv genutzte Wendefläche
Unter Methode 9.c - Blumenstreifen	Methode 2: - Unter Methode 2.a - Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren - Unter Methode 2.b - Extensiv genutzte Wendefläche
Unter Methode 9.d - Streifen von Ackerwildgräsern	Methode 2: - Unter Methode 2.a - Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren - Unter Methode 2.b - Extensiv genutzte Wendefläche
Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan	Jede Methode vorbehaltlich des gleichlautenden Gutachtens der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4)



**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er findet Anwendung auf die ab 2006 eingereichten ursprünglichen Anträge auf Verpflichtungen, mit Ausnahme von Artikel 3, der am 1. Januar 2005 wirksam wird.

**Art. 12** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 20. Juli 2005.

Der Minister-Präsident,  
J-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der Ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2046

[2005/202104]

**20 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004  
betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 2254/2004 van de Commissie van 27 december 2004;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van een aantal verordeningen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 2223/2004 van de Raad van 22 december 2004;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie van 25 september 2000 houdende goedkeuring van het programmeringsdocument inzake plattelandontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006;

Gelet op beschikking nr. C(2004)2930 van de Commissie van 22 juli 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht aan het programmeringsdocument inzake plattelandontwikkeling voor het Waalse Gewest (België) voor de programmeringsperiode 2000-2006 en tot wijziging van beschikking nr. C(2000)2725 van de Commissie houdende goedkeuring van dat programmeringsdocument;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 17 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2005;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2005;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat als gevolg van nieuwe maatregelen betreffende het programma voor een milieuvriendelijke landbouw die van toepassing zijn vanaf 2005, sommige verbintenissen voor een milieuvriendelijke landbouw die de producenten hebben genomen krachtens de vorige maatregelen, kunnen worden omgezet in nieuwe verbintenissen volgens nieuwe voorwaarden en modaliteiten;

Overwegende dat de aanvragen om omzetting van de verbintenissen kunnen worden ingediend vanaf 2005 en dat voor het jaar 2005 die aanvragen moeten worden gericht aan het bestuur uiterlijk op 31 maart 2005;

Overwegende dat bij gebrek aan wijziging van het besluit, de betrokken producenten het voordeel zouden verliezen van de steun betreffende de gepresteerde maanden van het lopende jaar van de verbintenis die voorafgaan aan de ingaande periode van de nieuwe verbintenissen;

Overwegende dat om die reden de aan het besluit aangebrachte wijziging uitwerking moet hebben met ingang van 1 januari 2005;

Overwegende dat dankzij de ervaring opgedaan tijdens de eerste toepassingsperiode van het nieuwe besluit, de procedure van eensluidend advies van groot belang is maar aanleiding kan geven tot een belangrijke administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat sommige details moeten worden verbeterd of nader bepaald op het gebied van de geplande methodes of submethodes waarvoor de producenten nu verbintenaanvragen kunnen indienen;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij de Europese regelgeving in geval van vertraging in de toepassing van de betrokken regelgevingen of bij slechte toepassing daarvan;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt gewijzigd als volgt :

"Artikel 3. § 1. De producent kan een eensluidend advies vereisen dat betrekking heeft op de relevantie van de toepassing van één of meerdere methodes of submethodes in verhouding tot de milieutoestand van het betrokken perceel en/of van het bedrijf.

Dat advies wordt uitgebracht door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) op grond van objectieve criteria die zij vaststelt en die overeenstemmen met een erkende milieuverantwoording.

Dat advies gaat vooraf aan de oorspronkelijke toelageaanvraag en geldt voor de hele verbintenisduur.

§ 2. Voor de in artikel 2 bedoelde methodes 1 tot 5 worden de overeenstemmende toelagen verhoogd met 20 % bij het in § 1 bedoelde eensluidend advies.

§ 3. De in artikel 2 bedoelde methodes 8 tot 10 worden enkel toegepast mits het in § 1 bedoelde eensluidend advies wordt uitgebracht".

**Art. 2.** Artikel 4, punt 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt gewijzigd als volgt :

"4° Hij moet bij aangetekende brief een oorspronkelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen bij de bevoegde buitendienst d.m.v. het door het bestuur opgemaakte formulier. De producent moet alle percelen duidelijk opgeven waarop een milieuvriendelijke methode wordt toegepast met vermelding van de nummering van de percelen zoals die staat vermeld op de oppervlakteaangifte die hij in hetzelfde jaar heeft ingediend. Hij mag slechts één enkele oorspronkelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen per jaar.

Onverminderd de te bezorgen bewijsstukken bedoeld in bijlage I moet de oorspronkelijke aanvraag, behoorlijk aangevuld, gedateerd en ondertekend, vergezeld zijn van een kopie van de fotoplannen gebruikt voor de jaarlijkse oppervlakteaangifte van de aanvrager voor het betrokken jaar, waarop de volgende gegevens nauwkeurig vermeld zijn :

- voor de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 5° en 7° tot 9°, de bij de toelageaanvraag betrokken percelen;
- voor methode 1 bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, de betrokken landschaps- en biodiversiteitselementen.

In voorkomend geval moet de oorspronkelijke aanvraag vergezeld zijn van het eensluidend advies waarvan sprake in artikel 3. »

**Art. 3.** In artikel 14, § 2, punt 2°, h), van hetzelfde besluit wordt het vijfde streepje gewijzigd als volgt :

" - de jaarlijkse toelageschijf betreffende het jaar waarin de betrokken verbintenis onderbroken werd, wordt berekend op grond van het aantal afgelopen maanden tussen het begin van genoemde jaarlijkse schijf en de datum waarop de nieuwe verbintenis ingaat. »

**Art. 4.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 2.

In het tweede lid wordt punt 1° gewijzigd als volgt :

"1° geen activiteit op het perceel (begrazing, maaien, bemesting) tussen 1 januari en 15 juni. Evenwel wordt een enige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van schade door wilde zwijnen) toegestaan tussen 1 januari en 15 april;".

In het tweede lid wordt punt 5° gewijzigd als volgt :

"5° in geval van een ander beheer dan het weiden wordt enkel het maaien met afvoer van het product toegestaan. In dit geval wordt ten minste 5 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Het perceel mag niet worden begraasd vóór 1 augustus."

**Art. 5.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 3.

In submethode 3.a, tweede lid, punt 7°, a), wordt het eerste streepje gewijzigd als volgt :

"— het (gewichts)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 85 % van de mengeling;".

In submethode 3.a, tweede lid wordt punt 11° gewijzigd als volgt :

"11° de enige toegestane beheerswijze is het maaien na 1 juli met afvoer van het product. In afwijking daarvan is toppen zonder oogst echter toegelaten binnen twaalf weken na het zaaien."

In submethode 3.b, tweede lid wordt punt 6° gewijzigd als volgt :

"6° in geval van een ander beheer dan weiden wordt enkel maaien na 1 juli met afvoer van het product toegestaan."

**Art. 6.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht aan methode 4.

In het tweede lid, wordt een punt 9° ingevoegd na punt 8°, luidend als volgt :

"9° geen weiden wordt toegestaan."

**Art. 7.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 7.

In het tweede lid wordt punt 3° gewijzigd als volgt :

"3° de enige toegestane verspreidingen van organische stoffen op die weiden zijn die van de meststoffen voortgebracht door de dieren die gebruikt zijn om de lage veebezetting te berekenen. In afwijking daarvan, voor de producenten die geen minerale meststoffen spreiden op die weiden, wordt de inbreng van andere mest toegestaan voor zover het grondgebondenheidscoëfficiënt van het bedrijf, zoals bepaald in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, lager of gelijk is aan 0,6."

In het vierde lid, wordt een punt 4° ingevoegd na punt 3°, luidend als volgt :

"4° hertachtigen ouder dan zes maanden : 0,25 GVE."

**Art. 8.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 8.

In het tweede lid wordt punt 2° gewijzigd als volgt :

"2° geen activiteit (weiden, maaien, bemesting,...) op het perceel tijdens een in het eensluidend advies bepaalde periode die behoudens bijzondere gevallen loopt van 1 januari tot een in genoemd advies bepaalde datum in juli. Evenwel wordt een enige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van schade door wilde zwijnen) toegestaan tussen 1 januari en 15 april;".

In het tweede lid wordt punt 6° gewijzigd als volgt :

"6° in geval van een ander beheer dan weiden wordt enkel maaien met afvoer van het product toegestaan. In dit geval wordt ten minste 10 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Het perceel mag niet worden begraasd vóór 15 augustus;".

**Art. 9.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht aan methode 9.

In het tweede lid wordt punt 5° gewijzigd als volgt :

"5° de keuze van de plaats, breedte, soorten en beheerswijze (maaien, vermalen met een tolbreker,...) worden nader bepaald in het in artikel 3, § 1, bedoelde eensluidend advies dat rekening houdt met de plaatselijke inzet en eisen inzake landbouw en leefmilieu. In geval van installatie moet de samenstelling van het op de ingerichte perceelstrook bezaaide mengsel overgemaakt worden aan het bestuur. » .

In submethodes 9a, tweede lid, 9c, eerste lid en 9d, tweede lid, wordt punt 1° gewijzigd als volgt :

"Wanneer het in artikel 3, § 1, bedoelde eensluidend advies voorziet in de aanleg en instandhouding van een grasstrook of een strook naakte grond van 1 tot 4 meter breed die mechanisch onderhouden wordt en die gelegen is tussen de ingerichte perceelstrook en de hoofdteelt, wordt die breedte meegerekend in die van de ingerichte perceelstrook."

In submethodes 9c, eerste lid, en 9d, tweede lid, wordt punt 2 geschrapt.

**Art. 10.** In bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt de concordantietabel van de verschillende maatregelen en submaatregelen gewijzigd als volgt :

Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit	Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999
<b>Methode 1</b> : instandhouding van elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap. - submethode 1.a : heggen en houtsingels - submethode 1.b : geïsoleerde bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes - submethode 1.c : poelen	<b>Methode 3</b> : instandhouding en onderhoud van biodiversiteits- en landschapselementen zoals heggen, houtsingels, oude hoogstammige vruchtbomen of poelen in landbouwoppervlakten
<b>Methode 2</b> : natuurlijke weide	<b>Methode 1</b> : laat maaien of weiden <b>Methode 10</b> : instandhoudingsmaatregelen in vochtige gebieden
<b>Methode 3</b> : extensieve groenstroken - submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden	<b>Methode 2</b> : submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar
- submethode 3.b : extensieve graslandstrook	- submethode 2.c : extensieve graslandstrook
<b>Methode 4</b> : wintergrondbedekking vóór lenteteelt	<b>Methode 8</b> : grondbedekking tijdens de tussenteelt
<b>Methode 5</b> : verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen	<b>Methode 6</b> : verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen
<b>Methode 6</b> : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras - submethode 6.a : fokken van trekpaarden - submethode 6.b : fokken van runderen - submethode 6.c : fokken van schapen	<b>Methode 5</b> : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras
<b>Methode 7</b> : handhaving van een lage veebezetting	<b>Methode 4</b> : handhaving van een lage veebezetting
<b>Methode 8</b> : weiden met een hoge biologische waarde	Methode 1 : laat maaien of weiden Methode 2 <sup>o</sup> - submethode 2.c : extensieve graslandstrook <b>Methode 9</b> : zeer laat maaien met verminderd gebruik van biociden en meststoffen <b>Methode 10</b> : instandhoudingsmaatregelen in vochtige gebieden
<b>Methode 9</b> : ingerichte perceelstroken - submethode 9.a : opvang van wilde fauna en flora, beetle bank	<b>Methode 2</b> : - submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar - submethode 2.b : extensieve perceelsrand
- submethode 9.b : waterloopranden en erosiebestrijding	<b>Methode 2</b> : - submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar - submethode 2.b : extensieve perceelsrand
- submethode 9.c : bloemstrook	<b>Methode 2</b> : - submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar - submethode 2.b : extensieve perceelsrand
- submethode 9.d : onkruidstrook	Methode 2 : - submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar - submethode 2.b : extensieve perceelsrand
Methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw	Elke methode behoeft het eensluidend advies van de "Division de la gestion de l'espace rural" (IG4) Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het is toepasselijk op alle oorspronkelijke verbintenaanvragen die vanaf 2006 ingediend zijn met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2005.

**Art. 12.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN